

L'EDITORIAL

Akwaba ! A ni sé ! Karibu !

Bienvenue *Au sud du Sahara* ! Voici le premier numéro de cette lettre bimestrielle, qui est celle des professionnels du département Afrique subsaharienne de l'AFD, qu'ils soient à Paris ou dans l'une de ses trente agences ou représentations africaines. Dans le jargon si riche en acronymes de l'AFD on parle d'AFR. Trois lettres pour qualifier une équipe qui travaille quotidiennement au plus près des réalités économiques et sociales du continent, à travers un réseau qui couvre aujourd'hui la totalité de l'Afrique subsaharienne. Cette expertise fait autorité, et par là même, constitue une des richesses de l'AFD. *Au sud du Sahara* souhaite proposer un éclairage régulier sur l'actualité et les défis de l'émergence africaine.

On a déjà beaucoup écrit sur les mutations démographiques inédites en cours, la croissance forte et résiliente du continent ou l'essor de ses villes et de sa classe moyenne. Succédant à des décennies d'images le plus souvent catastrophistes, pessimistes ou résignées, voici qu'arrive progressivement une Afrique en mouvement, "nouvelle frontière" de la croissance mondiale et porteuse des forces vives de demain. Ce mouvement un peu fort de balancier traduit bien l'évolution rapide de la perception symbolique qui s'opère : l'Afrique n'est déjà plus cantonnée à la marge du monde, puisqu'elle est au centre des enjeux globaux actuels et de ceux des décennies à venir. C'est une bonne nouvelle. Que cette vision soit partagée le plus largement possible !

Mais l'ampleur des défis ne doit pas être sous évaluée pour autant. L'Afrique devra d'abord loger et nourrir un milliard de femmes et d'hommes supplémentaires d'ici 2050. L'accès aux services de base que sont l'eau, l'énergie, les transports, la santé ou l'éducation devra dans le même temps être assuré pour deux milliards de personnes, alors qu'ils ne suffisaient pas, ni hier, ni aujourd'hui à satisfaire les besoins des 850 millions d'habitants. Enfin, l'évolution favorable d'un indicateur macroéconomique, fût-il le PIB par habitant, ne fera pas, à lui seul, le décollage du continent, notamment en raison des disparités qui existent entre les économies et surtout à l'intérieur des pays. Pour réussir, la croissance devra être inclusive, portée notamment par un secteur privé formel fortement créateur d'emplois et générateur de ressources pour les Etats. L'Afrique doit pour cela gagner la confiance des investisseurs, tant continentaux qu'internationaux.

Au sud du Sahara tentera d'enrichir, en fonction de l'actualité africaine, la perception que l'on peut avoir des dynamiques à l'œuvre sur le continent. Trois rendez-vous structureront chaque numéro : un dossier thématique ou géographique, un regard sur notre action, et un agenda africain pour le trimestre à venir.

Le premier numéro d'*Au sud du Sahara* revient notamment sur la sortie de crise en Côte d'Ivoire et tente d'apporter un éclairage sur les défis de la relance ivoirienne et sur ses enjeux régionaux. Les contributeurs de cette lettre sont les femmes et les hommes qui font la richesse de notre réseau africain, et pour tout cela je les en remercie.

Je vous souhaite une très bonne lecture et vous remercie par avance pour vos critiques et vos conseils bien entendu.

DOV ZERAH ▶ DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AFD

02

DOSSIER

Les défis de la relance ivoirienne

06

FOCUS ACTIVITÉ

L'AFD en zone franc

07

AGENDA AFRICAIN

4^{ème} trimestre 2011

DÉFIS ET ENJEUX DE LA RELANCE IVOIRIENNE

LES IVOIRIENS ONT SU ÉVITER LE PIRE. LE PAYS EST FRAGILE, MAIS DEBOUT. QUE RESTE-T-IL DU MIRACLE APRÈS QUINZE ANS DE CRISE ÉCONOMIQUE, BUDGÉTAIRE, SOCIALE, POLITIQUE, ET APRÈS PLUSIEURS ANNÉES DE CONFLIT ARMÉ DONT LE PAROXYSMES FUT ATTEINT AU MOIS DE FÉVRIER 2011 ? LES FORMES ET LE RYTHME QUE PRENDRA LA RELANCE IVOIRIENNE SE POSENT AU PAYS, À LA SOUS-RÉGION ET À LEURS PARTENAIRES.

La crise ivoirienne, du miracle consumé à l'étincelle

Les récents affrontements armés à Abidjan furent le point d'orgue d'une crise politique de succession qui débute au milieu des années 1990. Elle prend racine bien au-delà, dans un temps plus long, celui du décollage économique et de la transition démographique.

Dès 1960, la Côte d'Ivoire mise sur ses atouts et fait des cultures d'exportation (cacao, café, hévéa, palmier à huile...), le moteur de son développement. La jeune république s'appuie sur l'avancée d'un front pionnier, aux dépens de la forêt, grâce à une importante main d'œuvre en provenance de différentes régions et des pays voisins.

DU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT À SON ESSOUFFLEMENT

Ce modèle a fort bien fonctionné jusqu'au début des années 1980. La croissance économique ivoirienne est alors soutenue, générant une rente importante, accaparée et gérée par l'Etat. Elle a notamment permis d'équiper le pays en infrastructures, d'améliorer l'accès aux services sociaux et d'amorcer le développement des régions septentrionales.

Le modèle s'est pourtant vite essoufflé. Sur le plan conjoncturel, deux événements ont fortement fragilisé l'édifice. Au retournement des cours mondiaux des produits qu'exportait la Côte d'Ivoire, s'est ajouté le recours à un endettement excessif pour pallier la contraction induite de ses ressources financières. Faute de pouvoir honorer le service de la dette, le passage obligé par les institutions de Bretton Woods en échange de leurs concours financiers, imposa des programmes d'ajustement structurel qui contraignirent plus encore les capacités d'intervention de l'Etat.

Structurellement, le modèle de développement ivoirien a achoppé sur deux points. Le pays n'a pas su créer une industrie compétitive tournée vers l'exportation lui permettant un meilleur équilibre entre secteurs primaire et secondaire.

Le pays n'a pas non plus anticipé l'épuisement progressif du stock de terres disponibles pour la poursuite d'une mise en valeur agricole extensive, sans que soit substitué à cette dernière un modèle plus intensif. Ainsi, au début des années

quatre-vingt, l'économie ivoirienne s'essouffle et la rente agricole ne suffit plus aux besoins de redistribution.

EXPLOSION DÉMOGRAPHIQUE ET TENSION FONCIÈRE

Dans le même temps, et en deux générations seulement, la population ivoirienne a quintuplé. A ce rythme, le simple maintien du niveau de PIB par tête aurait supposé un taux de croissance annuel moyen supérieur à 3 %. Mais la magie des mots, sous le vocable de "miracle ivoirien", a trop longtemps occulté ce risque majeur. Cette tendance lourde a provoqué une double tension en ville et dans les campagnes.

À Abidjan, dont la population est passée de 300 000 habitants en 1960, à plus de quatre millions aujourd'hui, est arrivé sur le marché du travail un volant de main d'œuvre qui dépassait, et de loin, les capacités d'absorption de l'économie urbaine. Une population de jeunes chômeurs ou de personnes en situation de grande précarité s'est alors rapidement développée.

Dans les campagnes, l'appel à la main d'œuvre (allogène ou allochtone) pour la mise en valeur des terres et des cultures d'exportation débute dès l'entre deux guerres et s'accroît significativement à partir des années 1950. Les conflits agraires liés à ces mouvements de population sont au moins aussi vieux.

Mais le mouvement massif, impulsé à l'indépendance par Félix Houphouët Boigny, pour conquérir de nouveaux espaces à cultiver en faisant appel à la force de travail étrangère à qui l'on proposait en retour un accès à la terre, s'est heurté au rapport contradictoire entre diminution des surfaces cultivables et explosion démographique.

De nombreux affrontements dans l'ouest et le sud-ouest du pays autour du contrôle du foncier rural, ont eu lieu bien avant l'éclatement de

la crise politique des quinze dernières années.

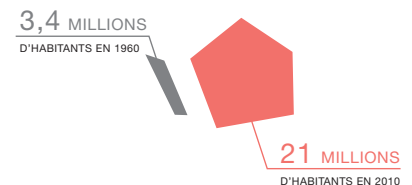
L'ÉTINCELLE POLITIQUE

L'invention du concept d'"ivoirité" par le Président Henri Konan Bédié, puis l'emploi qu'en fit Laurent Gbagbo, dans le but d'écarter de la course à la présidence le candidat Alassane Dramane Ouattara accusé de n'être pas un véritable Ivoirien, a pour origine ce contexte. Une croissance insuffisante, la paupérisation de la population urbaine, la présence importante de travailleurs immigrés et la tension foncière ont fait converger les discours politiques vers les questions identitaires.

La jeunesse urbaine désœuvrée a été un réservoir de recrutement tant pour des activités illégales que pour servir les ambitions d'entrepreneurs politiques. Ils y ont recruté de "Jeunes Patriotes" pour les uns ou le "Commando Invisible" pour les autres.

♦ JEAN-BERNARD VÉRON ▶ RESPONSABLE DE LA CELLULE CRISES ET CONFLITS DE L'AFD

CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE EN CÔTE D'IVOIRE



0,6 % par an

C'est la croissance moyenne du PIB en Côte d'Ivoire depuis 2000.

Côte d'Ivoire, à la recherche du temps perdu

Le miracle ivoirien a fait long feu et le pays vient de traverser près de deux décennies de conflits plus ou moins ouverts. Pourtant, le socle économique du pays a fait preuve d'une grande résilience et la Côte d'Ivoire conserve un potentiel économique inégalé au sein de l'UEMOA. Est-ce à dire que le décollage longtemps retardé de la Côte d'Ivoire peut être à nouveau envisagé ?

Les luttes politiques et militaires fratricides ont eu des conséquences désastreuses pour la population, la cohésion nationale et la compétitivité de l'économie ivoirienne. Tout en s'attendant à la construction de l'avenir de leur pays à travers la mise en œuvre de l'ambitieux programme du Président Ouattara pour les cinq années à venir, les Ivoiriens doivent d'abord gérer le lourd héritage des deux dernières décennies.

TOURNER LA PAGE D'UN DÉCLIN ANNONCÉ

La Côte d'Ivoire, si souvent montrée en exemple et promise à un statut de pays émergent il y a trente ans déjà, est classée à l'Indice de Développement Humain (IDH) en 2010 au 149^{ème} rang, sur 169 pays, loin derrière le Cameroun, après le Bénin, le Togo et le Sénégal. Le taux d'alphabétisation des 15-24 ans et le taux net de scolarisation primaire ont chuté à respectivement 53% et 56% en 2008, tandis que la poliomyélite et le choléra ont fait leur réapparition dans la capitale. L'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement n'y est pas envisageable d'ici 2015.

En réalité, les principaux indicateurs de développement de la Côte d'Ivoire déclinent régulièrement depuis la fin de l'âge d'or des années 1970, avec la chute des cours des matières premières agricoles et la détérioration des termes de l'échange conjuguée à la surévaluation du franc CFA au milieu des années 1980, puis du fait de quinze années de crise politico-militaire et d'impérialité. Le taux de pauvreté est ainsi passé de 10 % de la population en 1985 à 49 % en 2008¹.

Le bilan de cette longue parenthèse de crise latente et de conflits ouverts est lourd. Il faut d'abord bâtir une cohésion nationale. La moitié nord du pays doit être réintégrée dans la vie économique, le réseau des infrastructures, des institutions et des services sociaux. Il faut également construire un Etat moderne doté de pouvoirs et d'institutions intègres et transparentes, en mesure de fournir aux popula-

tions des services de qualité. Le pays devra se doter de services publics marchands professionnels et nouer des partenariats avec le secteur privé pour redonner sa place à l'économie. Le chemin est encore long qui mènera la Côte d'Ivoire au statut de pays émergent.

RELANCER UNE ÉCONOMIE QUI PÉRICLITE...

Le coup d'Etat de 2002 a provoqué la partition de fait de la Côte d'Ivoire. L'économie de sa moitié nord a vu son accès au port d'Abidjan et au poumon économique qu'est la capitale brutalement fermé. Si les grandes entreprises ont réussi à maintenir leur activité, notamment dans la filière cotonnière et le négoce de produits agricoles, la friche industrielle qu'est devenue Bouaké, la capitale du Nord ivoirien, témoigne du choc économique induit par la crise politique.

Au Sud, l'économie ivoirienne s'est réorganisée autour de la ville d'Abidjan. Même amputée de sa moitié nord, la Côte d'Ivoire a conservé alors son statut de première économie de l'UEMOA. Le pays est demeuré le premier producteur mondial de cacao et le premier producteur africain de caoutchouc, et a continué d'héberger un nombre élevé d'industries et de commerces à vocation sous-régionale, voire internationale. Dans ce contexte, la Côte d'Ivoire a toujours été reconnue pour la compétence de ses élites économiques.

Toutefois, son développement a été contraint par la situation de crise latente. Les taux des prêts bancaires demeurent élevés et leur maturité limitée en raison du risque pays. L'environnement des affaires s'assombrit, avec une administration (notamment fiscale et douanière) prédatrice et une justice partielle. Globalement, les politiques publiques sont peu claires et donnent le sentiment d'un pilotage court-termiste peu propice à l'investissement de long terme. La qualité de l'éducation et de la formation se dégrade, de même que les infrastructures routières et ferroviaires. Le déficit des secteurs de l'eau et de l'électricité se creuse, empêchant la réalisation des inves-

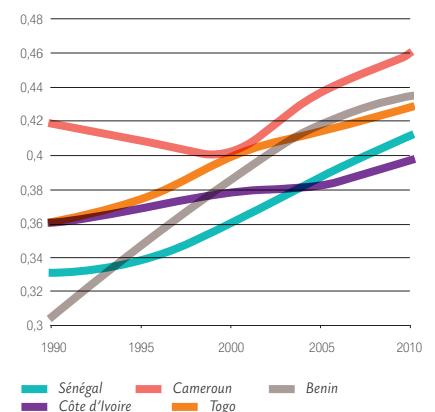
tissements de capacité nécessaires à la croissance économique.

... MAIS QUI CONTINUE DE DISPOSER D'UN SOCLE SOLIDE ET D'AUTOUS INÉGALÉS DANS LA SOUS RÉGION

Malgré cela, le socle économique de la Côte d'Ivoire a fait preuve de résilience et demeure une base solide. Aujourd'hui, avec un président légitimement élu, la Côte d'Ivoire retrouve politiquement la place qui lui revient au cœur de la sous-région et au sein de la communauté internationale. Pour que ce renouveau se traduise aussi économiquement, le gouvernement doit faire preuve d'une volonté politique forte.

Peu de pays d'Afrique subsaharienne possèdent autant d'atouts que la Côte d'Ivoire

L'ÉVOLUTION DE L'INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN IVOIRIEN PAR RAPPORT À CELUI DE SES VOISINS



Source : Rapport sur le développement humain 2010, PNUD

► "Le taux de pauvreté est passé de 10% de la population en 1985 à 49% en 2008."

Côte d'Ivoire, à la recherche du temps perdu (suite)

pour réussir le pari de redressement à marche forcée qu'il s'est fixé. Sa position géographique de *hub* économique au sein de la communauté sous-régionale (UEMOA et CEDEAO) dynamise le tissu économique ivoirien. Le pays bénéficie également de la richesse de ses sous-sols, avec un potentiel minier et pétrolier conforté par les récentes découvertes dans le golfe de Guinée.

Sa position dominante sur le marché mondial du cacao est complétée par des complexes agro-industriels performants insérés dans l'économie mondiale (hévéc, palmier à huile, coton, etc). Le pays est également reconnu pour son savoir faire en matières de services publics marchands et de services sociaux. La Côte d'Ivoire possède en effet une longue expérience des partenariats public privé (PPP) dans des domaines très divers (BOT et concessions dans les services publics marchands, délégation de service public dans la santé et l'éducation, universités privées, jumelages universitaires, etc.). Enfin, si son réseau d'infrastructures de base est à rénover, il a une densité supérieure à la moyenne des pays de la région (zones industrielles, aéroport, ports autonomes, réseau revêtu, artère internet haut débit, etc.).

La volonté de la nouvelle équipe au pouvoir à redresser le pays semble, sous réserve de confirmation dans la durée, bien présente. Trois mois après la fin de la crise, de premiers éléments significatifs allant dans ce sens peuvent être relevés. Chaque ministre dispose dorénavant de sa feuille de route, d'un cadre logique et d'une matrice de résultats à valider d'ici fin 2011. Par ailleurs, la transparence et l'éthique sont mises en avant, dans la presse notamment, comme nouvelles normes de gouvernance et chaque ministre a signé la charte d'éthique du gouvernement.

INCITER SES PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT À ÊTRE À LA HAUTEUR DE L'ENJEU

Le succès de l'entreprise de reconstruction du pays engagée par la nouvelle équipe reposera avant tout sur le degré de confiance des opérateurs économiques et des investisseurs, source de croissance potentielle à deux chiffres dans la mise en œuvre du programme présidentiel. Il s'agira pour le gouvernement de multiplier les partenariats public-privé et de mener con-

mitamment un dialogue public-privé nourri et l'assainissement visible et durable du climat des affaires. C'est la clé pour attirer les Investissements Directs Etrangers dans le pays et permettre à l'Etat d'emprunter sur les marchés pour financer son programme économique.

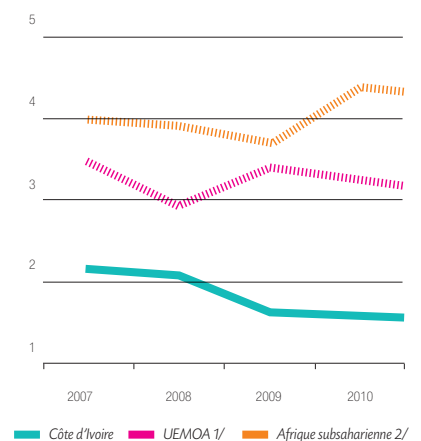
Les partenaires techniques et financiers que sont la Banque Mondiale, la France, et l'Union Européenne, devraient compter dans cet effort de redressement, ayant ensemble les capacités et la volonté d'intervenir massivement et sur le long terme.

L'enjeu sera de ne laisser aucun secteur orphelin de l'aide extérieure lorsque les ressources nationales ne permettront pas d'atteindre les objectifs fixés. Ainsi, de façon assez classique, les bailleurs devront répondre présents pour le financement des infrastructures et des secteurs sociaux, notamment pour rattraper le dramatique décrochage des indicateurs de l'éducation et de la santé durant les deux dernières décennies.

Mais ils devront également avoir le courage d'accompagner l'Etat ivoirien sur des problématiques plus complexes, requérant expertise et ingénierie. Le financement de l'agriculture, sinistré en Côte d'Ivoire, l'emploi et la réinsertion dans un contexte post-crise, les PPP pour le financement des infrastructures les plus ambitieuses (notamment dans les domaines de l'énergie et des transports) et l'intégration sous-régionale, afin de rendre à la Côte d'Ivoire son rôle de moteur de la croissance de l'hinterland, sont au premier rang de ces défis posés aux bailleurs par la relance ivoirienne.

- ◆ PHILIPPE-CYRILLE BERTON ▶ DIRECTEUR DE L'AGENCE AFD D'ABIDJAN
- ◆ ANNE-LISE RÈVE ▶ CHARGÉE DE MISSION À L'AGENCE AFD D'ABIDJAN

EVOLUTION DE LA PART DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS DANS LE PIB IVOIRIEN ET DANS LA SOUS-RÉGION



Source : FMI, juin 2011

AGENCE AFD D'ABIDJAN

Bd. François Mitterrand 01
Abidjan 01

▶ CÔTE D'IVOIRE

PAYS COUVERTS

CÔTE D'IVOIRE, LIBÉRIA

DIRECTEUR → Philippe-Cyrille Berton

TÉL → (225) 22 40 70 40

FAX → (225) 22 44 21 78

afdabidjan@afd.fr

▶ "en 2010, l'indice de développement humain de la côte d'Ivoire classe le pays au 149^{ème} rang sur 169."

¹Source : Ministère ivoirien du Plan et du Développement, Institut national de la statistique, Enquête sur le niveau de vie des ménages 2008, p.5

Les économies sous-régionales et la crise ivoirienne

♦ La Côte d'Ivoire accueille plus de sept millions de ressortissants étrangers, soit 35% de sa population totale, en provenance des pays frontaliers. Cette proportion dit à elle seule le rôle central que joue le pays dans les dynamiques d'échanges en Afrique de l'Ouest. La crise ivoirienne a-t-elle changé la donne ?

Malgré plusieurs années de croissance atone voire de récession durant les années de crise les plus sombres, la Côte d'Ivoire conserve un poids économique important en Afrique de l'Ouest. Deuxième économie derrière le géant nigérian en termes de PIB, elle devance toujours ses deux concurrents, le Ghana et le Sénégal. Plus de 50% des exportations agricoles de la sous-région sont ivoiriennes et le pays accueille plus des deux tiers des industries régionales. Ainsi, aux pires moments de la crise, les autres pays ont dû trouver des palliatifs aux blocages liés aux péripéties ivoiriennes.

UNE CIRCULATION DES HOMMES, DES BIENS ET DU CAPITAL CONTRAINTE PAR LA CRISE

Depuis 2002, date de la scission du pays, on estime à 360 000 le nombre de burkinabés rentrés au pays (10% des travailleurs installés en Côte d'Ivoire). Il est difficile de quantifier la perte de ressources en termes de transferts financiers (remises de migrants) occasionnée par ces migrations, tant la part des flux informels est importante. En revanche, ces mouvements de populations ont déjà un effet sur la densité des régions d'accueil et y renforcent les tensions foncières, sociales et économiques¹.

La crise ivoirienne a également affecté les échanges commerciaux au sein de l'Afrique de l'Ouest. Non seulement parce que le pays est une terre de destination pour les exportations des pays voisins et une terre d'origine pour les importations (les importations du Burkina Faso en provenance de Côte d'Ivoire représentent presque 20% des importations totales de ce pays selon les données sur le commerce formel), mais également parce que la Côte d'Ivoire est un chemin d'accès vers ou depuis le reste du monde pour les pays enclavés que sont le Burkina Faso, le Mali ou le Niger. Ceux-ci ont ainsi été contraints de trouver des voies de contournement, lors de la coupure physique du lien avec Abidjan et le Golfe de Guinée. Les ports de Téma, de Lomé et de Dakar ont alors servi de débouché, mais au prix d'une hausse des coûts de transaction, ce qui a renchérit le coût des échanges intra-régionaux et avec le reste du monde. Egoume et Nayo (2011)² montrent ainsi que la crise ivoirienne s'est traduite par une baisse du potentiel commercial de l'UEMOA. Pour la seule Côte d'Ivoire, ils estiment à 40% la perte des

échanges avec l'UEMOA occasionnée par la crise. Au paroxysme de la crise, le Trésor ivoirien était le premier émetteur sur le marché monétaire régional, avec un encours de près des deux tiers des bons du Trésor détenus par les banques de la région, soit 600 milliards de FCFA. Les banques du Bénin, du Sénégal et du Burkina Faso, en sus des banques ivoiriennes, étaient alors exposées, avec environ 15% de l'encours détenu par les banques dans chacun de ces trois pays. Une crise persistante aurait créé une accumulation d'impayés sur les titres publics ivoiriens et une désorganisation du marché monétaire et financier de l'Union. Des mécanismes de refinancement, en accord avec la banque centrale (BCEAO), ont permis de rééchelonner les bons et les obligations du Trésor ivoirien. De même, les banques de l'Union ont bénéficié d'une injection importante de liquidités de la BCEAO pour pallier la fermeture des banques commerciales privées en Côte d'Ivoire de février à fin avril 2011.

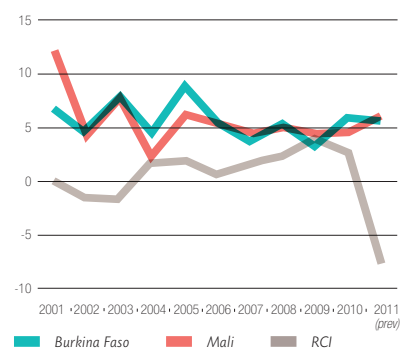
MAIS QUELS LIENS AVEC LES PERFORMANCES DE CROISSANCE ?

Les stratégies de contournement, de nouvelles alliances et l'existence de solutions alternatives ont sans doute permis aux économies de la région les plus liées avec l'économie ivoirienne et potentiellement les plus fragiles d'éviter d'être aspirées par le marasme économique ivoirien. On pourra ainsi constater que le Burkina Faso, dont les relations économiques avec la Côte d'Ivoire sont sans doute les plus étroites au sein de la région, est finalement le pays de l'UEMOA qui a connu les meilleures performances de croissance ces dernières années. Performances qui le rapprochent, selon le FMI, des meilleurs performeurs d'Afrique subsaharienne³. En 2001, le pays réalisait 6,6% de croissance alors que l'économie ivoirienne stagnait ; en 2003, il réalisait 7,8% de croissance alors que le PIB ivoirien se contractait de 1,7%. Le Mali, autre économie fortement liée à la Côte d'Ivoire, suit juste derrière en termes de performances macroéconomiques au cours de ces dix dernières années. Est-ce à dire que la croissance entre les pays de la région n'est pas liée, sûrement pas, une analyse quantitative serait nécessaire. Et nous ne mesurons pas encore l'impact régional de cette nouvelle crise de 2011, bien plus profonde que les crises passées (les dernières prévisions tablent sur une récession de 5,8%).

Et puis, sans aucun doute, une reprise vigoureuse de l'économie ivoirienne ne pourrait avoir qu'un effet positif d'entraînement sur la région. Une relance de l'activité économique par une poussée de la demande intérieure ivoirienne conduirait les entreprises à créer davantage de richesses dans la région. Le niveau des recettes fiscales afficherait ainsi une meilleure position, permettant la mise en œuvre de véritables programmes d'investissement, dans les infrastructures notamment, dont l'ensemble de la région pourrait tirer des bénéfices. Il convient ainsi d'identifier les secteurs d'intégrations fortes, permettant aux économies régionales d'être complémentaires et non dépendantes. Cela passe avant tout par une volonté politique, monétaire et financière affirmée. Les bailleurs sont aux côtés des Etats et des institutions pour financer les meilleures synergies de développement régional.

♦ EMMANUELLE ROUMÉGOUS ▶ ÉCONOMISTE AU DÉPARTEMENT AFRIQUE SUBSAHARIENNE DE L'AFD
♦ OUMAR SYLLA ▶ CHARGÉ DE PROJETS À L'AGENCE AFD D'ABIDJAN

CROISSANCE COMPARÉE DES PIB AU BURKINA, MALI ET RCI DEPUIS 10 ANS



▶ **2/3**
des Bons du Trésor détenus par les banques de l'UEMOA sont ivoiriens.

¹ F. Courtin, F. Fournet, P. Solano, "La crise ivoirienne et les migrants burkinabés", *Afrique contemporaine* n° 236, pp. 13-26, 2011
² P. Egoume-Bossogo, A. Nayo : *Feeling The Elephant's Weight: The Impact of Côte d'Ivoire's Crisis on WAEMU Trade*, Avril 2011; IMF, Working Paper
³ *Perspectives économiques régionales*, FMI, octobre 2010

L'AFD EN ZONE FRANC

Par rapport aux années précédentes, l'AFD est en avance sur sa feuille de route 2011 et les autorisations d'engagement du groupe en Afrique subsaharienne atteignent 1.2 milliard d'euros au 31 août. Cela se ressent en zone franc où l'activité est en forte croissance ces derniers mois, au bénéfice des Etats et pour le financement de leurs infrastructures.

À la fin du deuxième trimestre 2011, les autorisations d'engagement du groupe AFD en zone franc atteignent déjà 650 M€ et sont supérieures à celles accordées pour l'ensemble de l'exercice 2010 (534 M€). Si les prévisions pour les deux derniers trimestres de l'année en cours se confirment, l'activité du groupe AFD en zone franc pourrait atteindre 1,3 Md€ en 2011, un record absolu. Il s'agirait alors d'une croissance d'activité de plus de 153% par rapport à 2010. Cette évolution résulte notamment de la forte hausse des autorisations d'engagement pour le compte de l'Etat français, à travers une activité exceptionnelle due à la mise en œuvre d'un important Contrat de Désendettement et de Développement¹ (C2D) au Cameroun et d'un prêt budgétaire de 350 M€ en Côte d'Ivoire (voir encadré). Mais elle résulte également d'une croissance de l'activité courante.

... EN FAVEUR DES ETATS

Ainsi, au cours des deux premiers trimestres 2011, l'activité en prêts souverains représente 82% de l'ensemble de l'activité du groupe AFD en zone franc. Les autorisations d'engagement en prêts aux Etats de la région atteignent ainsi 532 M€ à la fin du mois de juin 2011, contre 105 M€ pour l'ensemble de l'exercice 2010. Le prêt exceptionnel accordé à l'Etat ivoirien explique pour une part la prépondérance du financement souverain. Mais les projections faites pour les deux derniers trimestres confirment cette tendance qui s'explique par plusieurs dynamiques convergentes. Parmi celles-ci, l'amélioration de la situation budgétaire

des Etats de la région leur permet à nouveau de financer une partie de leurs investissements, notamment en infrastructures, par le recours à l'endettement extérieur.

... POUR L'ADDUCTION D'EAU, LE DÉVELOPPEMENT URBAIN, ET L'ÉNERGIE

Cette capacité des Etats à financer leurs programmes d'investissement de long terme se retrouve dans la concentration sectorielle de l'activité de l'AFD. Sans compter le cas particulier du financement du redémarrage en Côte d'Ivoire (350 M€), l'activité souveraine de l'AFD pour le financement des infrastructures en zone franc a atteint 230 M€ à la fin du troisième trimestre 2011. Parmi les projets ou programmes financés, on peut ainsi retenir l'appui au secteur de l'électricité au Sénégal, le développement urbain à Douala (voir encadré), ou le développement des infrastructures touristiques au Sénégal et aux Comores.

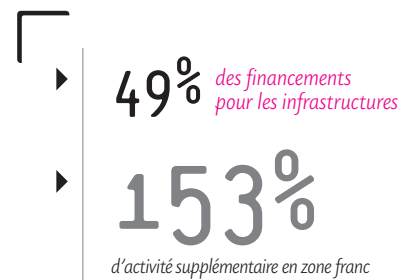
◆ GÉRALD COLLANGE ▶ DIRECTEUR ADJOINT DU DÉPARTEMENT AFRIQUE SUBSAHARIENNE DE L'AFD

¹ Les Contrats de Désendettement et de Développement (C2D) sont, en complément de la réduction de dette des pays pauvres très endettés (initiative PPTÉ) dans le cadre du Club de Paris, un effort bilatéral additionnel de la France pour transformer en subvention les reliquats de dettes provenant de l'Aide Publique au Développement française. Les reliquats de dette sont ainsi payés à la France puis rendus sous formes de subventions allouées à certains secteurs prioritaires du développement des pays bénéficiaires.

UN DEUXIÈME PONT SUR LE WOURI

La ville de Douala, au Cameroun, concentre 95 % du commerce extérieur national et 50 % de celui du Tchad et de la République centrafricaine. L'épicentre de la chaîne de transport du pays est l'axe routier qui traverse Douala d'est en ouest. Il ne suffit plus à absorber le trafic urbain et le fret. L'AFD s'est engagée dans la mise à niveau de cet axe transversal en trois étapes convergentes. Après le financement de la réhabilitation de l'accès est en 2010, l'AFD finance la construction du second pont

sur le Wouri en 2011 (133 M€) et étudie la réhabilitation de l'accès ouest. La convention signée entre la République du Cameroun et l'AFD le 13 juillet 2011 prévoit un financement composé de 100 M€ en prêt souverain et de 33 M€ imputés sur le deuxième C2D signé la même année. Ce montage financier, mixant prêt souverain et C2D, pourrait être à nouveau utilisé pour financer un ambitieux projet d'assainissement pluvial dans la ville de Douala, et des programmes agricoles du pays.



SOUTENIR LA SORTIE DE CRISE EN CÔTE D'IVOIRE

L'AFD a mis en place, avec la garantie de l'Etat français un prêt budgétaire de 350 millions d'euros destiné à financer les dépenses prioritaires de l'Etat ivoirien, au moment où le pays sortait de la crise postélectorale qui aura finalement duré plus de 4 mois. Les fonds de la première tranche (200 millions d'euros), versés le 28 avril 2011, soit à peine plus de 2 semaines après la fin de la crise, ont été essentiellement affectés au paiement des salaires des fonctionnaires ivoiriens et à l'assainissement d'Abidjan, profondément marquée par plusieurs jours de combats. La seconde tranche du prêt (150 millions d'euros) a été décaissée le 12 juillet 2011. Elle est affectée à la relance économique du pays avec le financement partiel du plan d'apurement des arriérés de l'Etat à l'égard du secteur privé et au financement partiel des dépenses socialement urgentes du programme présidentiel d'urgence, touchant les secteurs de l'eau, de l'éducation et de la santé. La mise en place rapide de ce prêt d'urgence aura sans aucun doute contribué à la stabilisation du pays et facilité le rétablissement de ses relations avec la communauté internationale des bailleurs de fonds avec le réengagement du FMI, de la Banque mondiale et de la BAD notamment dès le début du mois de juin 2011.

ÉVÉNEMENTS DU 10 OCTOBRE AU 31 DÉCEMBRE 2011

▶ CONFÉRENCES INTERNATIONALES ET RÉGIONALES

- ▶ **SOMMET DU G20**
3 et 4 novembre 2011 / CANNES, FRANCE
- ▶ **4^{ÈME} FORUM DE HAUT NIVEAU SUR L'EFFICACITÉ DE L'AIDE**
29 novembre au 1^{er} décembre 2011
BUSAN, CORÉE DU SUD
- ▶ **G 20 : CONFÉRENCE SUR LE DÉVELOPPEMENT**
21 octobre 2011 PARIS/FRANCE
- ▶ **JOURNÉES EUROPÉENNES DU DÉVELOPPEMENT**
15-16 décembre 2011
VARSOVIE/POLOGNE
- ▶ **ASSISES DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE**
2 décembre 2011 BAMAKO/MALI
- ▶ **CONFÉRENCE DU MAEE ET DE L'AFD SUR L'HISTOIRE DE L'AIDE**
8 décembre 2011 PARIS/FRANCE

▶ INFRASTRUCTURES

- ▶ **ATELIER NATIONAL SUR LE PROGRAMME DE REDRESSEMENT DU SECTEUR ÉLECTRIQUE GUINÉEN**
novembre 2011 / CONAKRY, GUINÉE
- ▶ **CONGRÈS DE L'ÉNERGIE EN AFRIQUE**
6 et 7 décembre 2011 / DAKAR, SÉNÉGAL

▶ ÉDUCATION / SANTÉ

- ▶ **CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA PLANIFICATION FAMILIALE**
29 novembre au 2 décembre 2011
DAKAR, SÉNÉGAL
- ▶ **COLLOQUE DE L'UNICEF SUR LA TRANSMISSION DU VIH**
16-17 novembre 2011 PARIS/FRANCE

▶ AGRICULTURE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

- ▶ **FORUM INTERNATIONAL "SOLIDARITÉ POUR L'EAU DANS LES PAYS DU BASSIN DU NIGER"**
17 et 18 octobre 2011 / BAMAKO, MALI
- ▶ **3^{ÈME} CONFÉRENCE AFRICAINE DE L'IRRIGATION ET DU DRAINAGE : "SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN AFRIQUE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE : AMÉLIORER LA CONTRIBUTION DE L'IRRIGATION ET DU DRAINAGE"**
29 novembre au 2 décembre 2011
BAMAKO, MALI
- ▶ **ATELIER SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DU ZIMBABWE**
1^{ère} semaine d'octobre 2011
HARARE, ZIMBABWE

▶ DÉVELOPPEMENT DURABLE

- ▶ **FORUM AFRICAÏN DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**
4 au 6 octobre 2011 / BAMAKO, MALI
- ▶ **CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION CADRE DES NATIONS-UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (COP 17)**
28 novembre au 9 décembre 2011
DURBAN, AFRIQUE DU SUD
- ▶ **FORUM RÉGIONAL SUR LA SCIENCE, LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION POUR L'AFRIQUE**
9 au 12 novembre 2011 / NAIROBI, KENYA

▶ SECTEUR PRIVÉ

- ▶ **4^{ÈME} CLUB DES INVESTISSEURS DE PROPARGO : "LES NOUVEAUX ACTEURS EN AFRIQUE : DES BRICS AUX PAYS MÉDITERRANÉENS"**
18 octobre 2011 / PARIS, FRANCE
- ▶ **PRIVATE EQUITY IN AFRICA SUMMIT**
19 octobre 2011 / LONDRES, ANGLETERRE
- ▶ **FORUM INTERNATIONAL SUR LE FINANCEMENT DES PME AU SÉNÉGAL**
18 et 19 novembre 2011 / DAKAR, SÉNÉGAL
- ▶ **4^{ÈME} SALON INTERNATIONAL DE L'ENTREPRISE, DE LA PME ET DU PARTENARIAT PROMOTE**
3 au 11 décembre 2011
YAOUNDE, CAMEROUN
- ▶ **JOURNÉE ENTREPRISES ET DÉVELOPPEMENT**
25 ET 26 octobre 2011 PARIS FRANCE

▶ DÉVELOPPEMENT URBAIN

- ▶ **SÉMINAIRE SUR LE FINANCEMENT DU LOGEMENT SOCIAL ET LA RÉGÉNÉRATION URBAINE**
11 au 13 octobre 2011
JOHANNESBURG, AFRIQUE DU SUD

au sud
DU SAHARA

Publié par le département Afrique subsaharienne de l'Agence Française de Développement
5, rue Roland Barthes, 75012 Paris. Téléphone : 01 53 44 37 50.
www.afd.fr

Directeur de la publication : Dov Zerah
Directeur adjoint de la publication : Yves Boudot
Rédacteur en chef : Benoît Verdeaux
Comité éditorial : Gérard Collange, Emmanuelle Roumégous, Vanessa Jacquelin, Benoît Verdeaux.

Ont participé à ce numéro : Jean-Bernard Véron, Philippe-Cyrille Berton, Anne-Lise Réve, Oumar Sylla, Emmanuelle Roumégous, Corinne de Peretti, Philippe Lagier, Gérard Collange
Création graphique : noise 28, rue du Faubourg Poissonnière - 75010 Paris, Téléphone : 01 40 34 67 09, www.noise.fr /
Édition et coordination : Lionel Bluteau et Marion Pierrelée.